

Direction des services techniques
GB/DC/HC/JFT/RN

ARRÊTÉ MUNICIPAL N° ST 237-2024

Portant dérogation aux arrêtés du 19 janvier 2023 portant interdiction à la circulation des poids lourds de plus de 3.5 tonnes Route des Crêtes - Chemin de Curet

Le Maire de la Commune du Lavandou

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L 2212-2 et L.2213-1,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu l'arrêté N° ST 34-2023 du 19 janvier 2023 interdisant la circulation aux véhicules de plus de 3.5 tonnes sur la Route des Crêtes,

Vu l'arrêté N° ST 35-2023 du 19 janvier 2023 interdisant la circulation aux véhicules de plus de 3.5 tonnes sur le Chemin de Curet,

Vu l'arrêté municipal N°2020217 du 08/07/2020 portant délégation de fonction et de signature à M. Denis CAVATORE,

Vu la demande en date du 13/05/2024 par laquelle **l'Entreprise BIANCHI Patrice – Chemin de Curet – Aiguebelle – 83980 LE LAVANDOU** – sollicite l'autorisation de se rendre sur le site « Relais du Vieux Sauvaire » Route des Crêtes, afin d'effectuer des travaux d'aménagement paysager, en passant par la route des Crêtes – Chemin de Curet,

Considérant que le poids des engins utilisés par ses sous-traitants l'entreprise MONGE et les Ets BONIFAY, est supérieur à l'interdiction délivrée par l'arrêté ci-dessus cité,

Considérant qu'il convient de déroger aux arrêtés du 19 janvier 2023, pour la durée de la livraison,

ARRETE

Article 1 : L'Entreprise BIANCHI Patrice ainsi que l'Entreprise MONGE et les Ets BONIFAY sont autorisés à se rendre sur le chantier « Relais du Vieux Sauvaire » - Route des Crêtes, et à faire circuler sur la Route des Crêtes et le Chemin de Curet, des véhicules dont le PTCA est supérieur à 3.5 tonnes.

Article 2 : Cette dérogation est délivrée à titre exceptionnel pour la période du **Jeudi 16 mai 2024 au Mercredi 31 juillet 2024 inclus.**

Article 3 : L'entreprise BIANCHI Patrice demeure responsable de tous dommages pouvant survenir lors du passage des véhicules et ne pourra en aucune façon mettre en cause la commune, notamment à la suite d'un affaissement de chaussée ou d'un pont provoqué par le passage d'un véhicule bénéficiant de la dérogation temporaire de tonnage.

Article 4 : La dérogation doit être obligatoirement en possession du conducteur des véhicules concernés.

Article 5 : La présente autorisation pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des conditions d'autorisation, soit dans le cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le pétitionnaire devra alors, et sur notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

Article 6 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon sis 5, rue Racine - 83000 TOULON – dans les 2 mois à compter de sa date de notification et de publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

La présente autorisation pourra également, le cas échéant, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision dans le délai de 2 mois à compter de sa notification au bénéficiaire et de publication. Ce recours aura pour effet de prolonger le délai de recours contentieux de deux mois à compter soit de la décision expresse de rejet soit au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Article 7 : Monsieur Le Directeur Général des Services, Monsieur Le Chef de Brigade de Gendarmerie, Monsieur Le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à l'Entreprise BIANCHI Patrice.

Fait au Lavandou, le 14 mai 2024

Pour Le Maire
Denis Cavatore – Adjoint aux Travaux



Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de la présente notification

Notification faite à l'Entreprise BIANCHI Patrice par mail

En date du

Publié le